

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
4 avril 2005  
Français  
Original: anglais

---

**Exposé succinct du Secrétaire général  
sur les questions dont le Conseil de sécurité  
est saisi et sur l'état d'avancement de leur examen****Additif**

Conformément à l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil est saisi figure dans le document S/2005/15 du 25 février 2005.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 2 avril 2005, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

**La situation en Côte d'Ivoire** (voir S/2002/30/Add.50; S/2003/40/Add.5, 17, 19, 29, 31, 45, 47 et 48; S/2004/20/Add.5, 8, 17, 21, 31, 44, 46 et 50; et S/2005/15/Add.4; voir également S/2003/40/Add.44; S/2004/20/Add.12; et S/2005/15/Add.11)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5152<sup>e</sup> séance, tenue le 28 mars 2005, comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi du quatrième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2005/186).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de la Côte d'Ivoire, à sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Comme convenu lors de consultations préalables, le Président a adressé, avec l'assentiment du Conseil, une invitation à Aziz Pahad, Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, conformément à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

Comme convenu lors de consultations préalables, le Président a adressé, avec l'assentiment du Conseil, une invitation à Alan Doss, Représentant spécial adjoint principal du Secrétaire général en Côte d'Ivoire, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

**Rapports du Secrétaire général sur le Soudan** (voir S/2004/20/Add.23, 30, 35, 37, 39, 40, 44, 46 et 49; et S/2005/15/Add.1, 4 à 6 et 9 à 11; voir également S/2003/40/Add.40; et S/2004/20/Add.21 et 43)



Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à ses 5153<sup>e</sup>, 5154<sup>e</sup> et 5158<sup>e</sup> séances, tenues les 29, 30 et 31 mars 2005 respectivement, comme convenu lors de consultations préalables.

À la 5153<sup>e</sup> séance, tenue le 29 mars 2005, le Conseil était saisi du rapport du Secrétaire général sur le Soudan (S/2005/57 et Add.1); d'une lettre datée du 31 janvier 2005, adressée au Président du Conseil par le Secrétaire général (S/2005/60); et des rapports du Secrétaire général sur le Soudan, présentés en application des paragraphes 6, 13 et 16 de la résolution 1556 (2004), du paragraphe 15 de la résolution 1564 (2004) et du paragraphe 17 de la résolution 1574 (2004) (S/2005/68 et S/2005/140).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant du Soudan, à sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention du Conseil sur un projet de résolution (S/2005/206), présenté par les États-Unis d'Amérique.

Le Conseil de sécurité a procédé au vote sur le projet de résolution S/2005/206, qui a recueilli 12 voix pour (Argentine, Bénin, Brésil, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Japon, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), aucune voix contre et trois abstentions (Algérie, Chine et Fédération de Russie), et qui a été adopté en tant que résolution 1591 (2005) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1591 (2005); à paraître dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1<sup>er</sup> août 2004-31 juillet 2005*).

À la 5154<sup>e</sup> et à la 5158<sup>e</sup> séance, le Conseil était saisi d'une lettre datée du 31 janvier 2005, adressée au Président du Conseil par le Secrétaire général (S/2005/60).

À la 5154<sup>e</sup> séance, tenue le 30 mars 2005, le Président a informé les membres du Conseil qu'il avait accepté, à la demande de l'un d'entre eux (France), de retarder l'examen de la question de 24 heures.

À la 5158<sup>e</sup> séance, tenue le 31 mars 2005, le Président a invité, avec l'assentiment du Conseil, le représentant du Soudan, à sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention du Conseil sur un projet de résolution (S/2005/218), présenté par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Le Conseil de sécurité a procédé au vote sur le projet de résolution S/2005/218, qui a recueilli 11 voix pour (Argentine, Bénin, Danemark, Fédération de Russie, France, Grèce, Japon, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), aucune voix contre et quatre abstentions (Algérie, Brésil, Chine et États-Unis d'Amérique), et qui a été adopté en tant que résolution 1593 (2005) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1593 (2005); à paraître dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1<sup>er</sup> août 2004-31 juillet 2005*).

**La situation concernant la République démocratique du Congo**

(voir S/1997/40/Add.21; S/1998/44/Add.35 et 49; S/1999/25/Add.10, 13, 24, 30, 43, 47 et 49; S/2000/40/Add.3, 7, 16, 17, 19, 21, 23, 30, 33, 40, 47 et 49; S/2001/15/Add.5, 8, 18, 24, 30, 35, 36, 43, 45, 50 et 51; S/2002/30/Add.4, 8, 11, 20, 22, 23, 29, 31, 32, 36, 41, 42, 44 et 48; S/2003/40/Add.3, 6, 11, 19, 21, 25, 27, 28, 30, 32, 34 et 46; S/2004/20/Add.2, 10, 19, 23, 25, 30, 39 et 49; et S/2005/15/Add.8; voir également S/1996/15/Add.43 à 45; S/1997/40/Add.5, 7, 9, 13, 16 et 17; S/1998/44/Add.28; S/2001/15/Add.42 et 43; S/2002/30/Add.9, 23 et 37; S/2003/40/Add.22 et 46; S/2004/20/Add.29, 34 et 43; et S/2005/15/Add.11)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5155<sup>e</sup> séance, tenue le 30 mars 2005, comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi du dix-septième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (S/2005/167).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de la République démocratique du Congo, à sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention du Conseil sur un projet de résolution (S/2005/207), qui avait été élaboré au cours des consultations préalables.

Le Conseil a procédé au vote sur le projet de résolution S/2005/207, qui a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 1592 (2005) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1592 (2005); à paraître dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1<sup>er</sup> août 2004-31 juillet 2005*).

**Débat de synthèse sur les travaux du Conseil de sécurité pour le mois**

**en cours** (voir S/2001/15/Add.35, 48 et 51; S/2002/30/Add.4, 8, 21, 25 et 50; et S/2003/40/Add.17, 21 et 34; voir également S/2001/15/Add.26)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5156<sup>e</sup> séance, tenue le 30 mars 2005, comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi d'une lettre datée du 18 mars 2005, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2005/188).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants de Cuba, de l'Égypte, de la Gambie, de l'Indonésie, du Luxembourg, du Maroc, du Pakistan, du Rwanda, de la Somalie et de la Tunisie, à leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

**La situation en Guinée-Bissau** (voir S/1998/44/Add.44 et 51; S/1999/25/Add.13; S/2000/40/Add.12 et 47; S/2002/30/Add.27; S/2003/40/Add.24, 39 et 46; et S/2004/20/Add.24, 44 et 51)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5157<sup>e</sup> séance, tenue le 31 mars 2005, comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi du rapport du Secrétaire générale sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans le pays (S/2005/174).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de la Guinée-Bissau, à sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a indiqué qu'à l'issue de consultations du Conseil, il avait été autorisé à faire, au nom de celui-ci, une déclaration dont il a donné lecture (pour le texte de la déclaration, voir S/PRST/2005/14; à paraître dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1<sup>er</sup> août 2004-31 juillet 2005*).

---